

Rapport sur la Conférence 2016 sur les Droits de l'Homme et les Affaires à Tokyo « Construire une Chaîne d'Approvisionnement Responsable »

La « Conférence 2016 sur les Droits de l'Homme et les Affaires à Tokyo », co-organisée par Caux Round Table Japan (CRT Japan), le Business and Human Rights Resource Centre, et the Institute for Human Rights and Business, s'est tenue le 15 et 16 Septembre 2016. La conférence s'est construite autour de trois piliers, à savoir (1) la diffusion et compréhension des dernières discussions en matière de droits de l'homme, (2) la promotion des pratiques émergentes favorisant la collaboration entre les différents acteurs, et (3) les outils d'implémentation des Principes Directeurs Relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme des Nations Unies. Les experts internationaux et les participants ont également discuté des outils permettant d'identifier les risques causés par des activités commerciales dans la chaîne d'approvisionnement pour bâtir des plateformes logistiques responsables.

Au cours de la première journée, une session d'« Introduction des Tendances Mondiales sur les Droits de l'Homme et les Entreprises », dans laquelle les experts internationaux se sont exprimés sur les perspectives majeures de l'agenda des droits de l'homme dans le milieu des affaires. CRT Japan a également présenté le « Programme d'Engagement des Parties Prenantes » au Japon et en Thaïlande, ainsi que des études de cas concrètes de diligence raisonnable. Le programme de la deuxième journée s'est concentré sur quatre thèmes ; la Chaîne d'Approvisionnement, l'Accès aux Procédures de Remédiation, le Rôle des Investisseurs dans les Affaires et les Droits de l'Homme (CHRB), et les Evénements Sportifs Exceptionnels et les Droits de l'Homme. Sous ces thématiques, les experts internationaux et participants ont discuté des moyens de promouvoir un comportement responsable. La conférence a accueilli environ 200 participants, faisaient partis d'institutions gouvernementales, entreprises et ONG. Avant la conférence, huit dialogues individuels ont été réalisés entre les sponsors industriels et les experts des droits de l'homme.



Photographie avec les experts et entreprises sponsors



Actives discussions autour des droits de l'homme

Sponsor



Coopération



**Résumé de la Conférence 2016 sur les Droits de l'Homme et les Affaires à Tokyo
« Construire une Chaîne d'Approvisionnement Responsable »**

Hôtes

Caux Round Table Japan
Institute for Human Rights and Business
Business & Human Rights Resource Centre

Sponsors et Coopérations

ANA HOLDINGS INC.
ASICS Corporation
Duskin Co., Ltd.
FUJI OIL CO., LTD.
FUJIFILM Holdings Corporation
Mitsubishi Heavy Industries, Ltd.
NIPPON EXPRESS CO., LTD.
Nippon Yusen Kabushiki Kaisha (NYK LINE)
QUICK Corp.

Supports

Brain Center Inc.
Bureau Veritas Japan Co., Ltd.
Cetus & General Press Inc.
E-Square Inc.
SGS Japan Inc.
Social Design Lab., Rikkyo University
Sustainability Communication Hub Co., Ltd.
TOPPAN PRINTING CO., LTD.

Organisations Représentant les Experts Internationaux

Institute for Human Rights and Business
Business & Human Rights Resource Centre
OECD Working Party on Responsible Business Conduct
Danish Institute for Human Rights
International Corporate Accountability Roundtable
ASEAN CSR Network
Bluenummer Foundation
Building and Wood Workers International
ELEVATE
Sedex
Verisk Maplecroft

Jour I : 15 Septembre

Discours d'Introduction

M. Hiroshi Ishida, Directeur Exécutif, CRT Japan, a partagé sa vision sur les issues d'une mondialisation en constante expansion, et l'influence grandissante des multinationales sur les droits de l'homme. Au même instant, il a insisté sur l'importance pour les entreprises Japonaises de faire preuve d'exemplarité dans leur chaîne d'approvisionnement à l'approche des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo. Finalement, il a rappelé que le dialogue international devait être basé sur les principes de « Justice », « Intégrité » et « Honnêteté », pour définir « ce qui est juste plutôt que qui a juste ».



Discours d'introduction par M. Hiroshi Ishida

Introduction des Tendances Mondiales sur les Droits de l'Homme et les Entreprises

Dans cette session, un important panel d'experts des droits de l'homme se sont réunis pour discuter des activités de leur organisation. Les experts représentaient, the Institute for Human Rights and Business, OECD Working Party on Responsible Business Conduct, Danish Institute for Human Rights, International Corporate Accountability Roundtable, ASEAN CSR Network, Blunumber Foundation, Building and Wood Workers International, ELEVATE, Sedex et Verisk Maplecroft.



Mme. Lucy Amis, "Institute for Human Rights and Business"

Les experts ont exploré les tendances suivantes : l'influence du Modern Slavery Act au Royaume Uni ; le développement du Corporate Human Rights Benchmarking initié par les investisseurs institutionnels ; les droits de l'homme pendant les événements sportifs extraordinaires ; la convergence et simplification des standards ; l'analyse de données et l'identification des risques jusqu'aux plus petits fournisseurs ; la promotion des droits de l'homme dans les relations commerciales ; dissémination et développement des Plans d'Actions Nationaux en et hors Europe ; et les attaques continues sur les organisations syndicales ouvrières. Au cours de la session, les experts se sont mis d'accord sur le besoin d'organiser une coopération saine entre gouvernements et entreprises sur la base de la communication et promotion des bonnes pratiques.



Les experts ont partagé leurs attentes par rapport au Japon

Dialogue Individuel entre les entreprises sponsors et les experts en droits de l'homme

Avant la conférence, huit dialogues individuels ont été réalisés entre les sponsors industriels et les experts. Les entreprises ont partagé leurs travaux sur les droits de l'homme et autres activités de CSR, puis échangé avec les experts afin d'améliorer leurs pratiques. Les participants ont confié avoir découvert de nouvelles perspectives grâce à ce dialogue.



Echange constructif avec les experts

Introduction du Programme d'Engagement des Parties Prenantes 2016 au Japon et Thaïlande

Depuis 2012, CRT Japan, en qualité de secrétaire, a organisé et implémenté le Programme d'Engagement des Parties Prenantes dans le but de diffuser et mettre en œuvre les Principes Directeurs Relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme des Nations Unies dans des entreprises, ainsi que parfaire la conception de leurs rapports avec les droits de l'homme. La cinquième édition au Japon a impliqué plus de 70 participants, de 40 entreprises/organisations, durant laquelle ils ont exploré la pertinence entre les Objectifs de Développement Durables (ODD) et les droits de l'homme et activités commerciales, ainsi que l'identification des impacts positifs et négatifs des entreprises au travers de leur chaîne de valeur.

Le premier programme en Thaïlande a impliqué 30 participants d'entreprises/organisations, se focalisant sur les conditions de travail des employés en Thaïlande. En tant que contributeurs et participants des programmes, Mme. Ikuho Miyazawa de l'Institute for Global Environmental Strategies ; M. Toshihiko Hoshino de FUJIFILM Holdings Corporation ; M. Shinichiro Uryu de Mitsubishi Heavy industries, Ltd. ; M. Hideki Wakabayashi d'Amnesty International Japan ; et M. Youzou Nakao d'Ajinomoto co, Inc. ont introduit le contenu et résultats des discussions ayant eu lieu pendant le programme, puis échangé leurs opinions avec les experts. Le programme fut initié comme une activité assistant les entreprises dans l'identification et évaluation de leurs impacts négatifs sur les droits de l'homme (diligence raisonnable) comme référé dans les Principes Directeurs des Nations Unies. Les experts ont rappelé que les ODD pouvaient créer des opportunités commerciales dès lors que les entreprises aient identifié où leurs impacts positifs et négatifs étaient localisés dans leur chaîne de valeur, et déterminé les ODD prioritaires en lien avec leurs activités.

Etude de cas concrète de diligence raisonnable par une entreprise.

Dans cette session, Mme. Chikako Miyata d'ANA Holdings Inc. a présenté leur politique en matière de droits de l'homme et leurs méthodes pour le promouvoir en externe et interne. Elle a également présenté le contenu et progression du projet conjoint avec CRT Japan et Verisk Maplecroft sur l'évaluation de leurs impacts en matière de droits de l'homme. A ce titre, CRT Japan et Verisk Maplecroft ont réalisé un Mémoire d'Entente, en Juin 2016, pour aider les entreprises Japonaises à gérer leurs risques dans le monde, mais aussi fournir à ANA Group un service d'évaluation des risques relatifs aux droits de l'homme. Mme. Miho Okada de CRT Japan a expliqué que l'évaluation des impacts permettait aux entreprises, premièrement d'identifier quelles unités avaient un potentiel risque, voire des risques avérés de manquements aux droits de l'homme, mais aussi dans quels pays ces problèmes risquaient d'apparaître, et enfin quelles parties prenantes pouvaient être négativement impactées. Elle a enfin rappelé que ces informations étaient indispensables pour développer des actions correctives appropriées.



Introduction du Programme d'Engagement des Parties Prenantes



Les experts ont partagé leurs expériences avec les membres du programme



Jour II : 16 Septembre

Le programme de la deuxième journée s'est concentré sur les quatre thématiques sur lesquelles les entreprises Japonaises devraient se concentrer. Les thèmes furent la Chaîne logistique, l'Accès aux Procédures de Remédiation, le Rôle des Investisseurs dans les Affaires et les Droits de l'Homme (CHRB), et les Evénements Sportifs Extraordinaires et les Droits de l'Homme.

Thème 1 : Chaîne d'Approvisionnement Responsable : utiliser une plateforme pour partager des données

Cette session a fourni un résumé de la situation actuelle en Asie sur les chaînes logistiques responsables, et leur amélioration via des plateformes de partage de données. En introduction, Mme. Sung In Marshall de Verisk Maplecroft a rappelé que l'évolution rapide des réglementations sur la transparence posait de réelles difficultés aux entreprises, notamment dans l'accès aux données pour cartographier les risques et fournisseurs au-delà du premier rang. Pour s'adapter à ce nouvel environnement, Verisk Maplecroft propose des services, basés sur l'étude de données, pour améliorer l'identification et l'évaluation des risques relatifs aux droits de l'homme. Puis, M. Jonathan Ivelaw Chapman de Sedex a expliqué que la coopération et communication entre entreprises étaient essentielles pour construire une chaîne d'approvisionnement responsable. C'est pourquoi Sedex fournit à ses membres une plateforme en ligne pour partager les données relatives au management des performances en droit du travail ; santé & sécurité ; environnement et éthique. M. Thomas Thomas de l'ASEAN CSR Network a ensuite souligné que, pour que le mouvement vers d'avantage de publication et transparence dans la chaîne logistique se démocratise, les entreprises devaient trouver un moyen de collecter certaines données dans les pays membres de l'ASEAN.



M. Jonathan Ivelaw Chapman de Sedex

Mme Bloch Poulsen-Hansen du Danish Institute for Human Rights a rappelé que les entreprises avaient initié un changement, de la simple conformité, via des codes de conduite, clauses contractuelles, et certification/audit, vers une stratégie de remédiation et d'amélioration, grâce aux approches collaboratives, la transparence, en donnant du pouvoir aux parties prenantes et leurs représentants, aux mécanismes de règlement des plaintes et lobbying responsable. Elle a ensuite présenté quelques bonnes pratiques émergentes d'entreprises qui appliquent cette nouvelle approche dans la gestion de leur chaîne d'approvisionnement. M. Hideki Tanaka de Kao Corporation a expliqué que pour pallier aux risques engendrés par l'expansion de leur chaîne logistique, Kao utilisait Sedex dans leur gestion des risques. Dr. Puvan J Selvanathan de Blunumber Foundation a présenté l'application Blunumber, initiative globale pour identifier les fermiers et les inclure dans le développement rural durable. Enfin, M. Patrick McKeller d'ELEVATE a insisté sur les limites du système d'audit, et présenté leur service d'e-learning, qui fournit un cours introductif aux performances sociales et environnementales aux usines et fournisseurs.



M. Hideki Tanaka de Kao Corporation



M. Patrick McKeller d'ELEVATE a partagé leur outil e-learning avec les participants

Thème 2 : Accès à la remédiation : construire un mécanisme de résolution des plaintes efficace

Cette session a présenté les tendances globales, des études de cas au niveau national et industriel, et s'est terminé sur un échange entre experts autour de cette thématique. Mme. Miho Okada de CRT Japan a présenté les différentes structures de mécanismes décrits dans les Principes Directeurs des Nations Unies. Elle a souligné l'importance de récolter les plaintes d'une grande variété de parties prenantes, incluant les fournisseurs Japonais et étrangers, ainsi que la communauté locale dans l'ensemble des régions d'opération.

De plus, afin de construire un mécanisme efficace et informer les parties prenantes de son existence, les entreprises étaient encouragées à se servir d'outils existants, utiliser leur réseau et collaborer avec d'autres initiatives globales. Dr. Roel Nieuwenkamp, de l'OECD Working Party on Responsible Business Conduct, a présenté un aperçu des Principes Directeurs pour les Entreprises Multinationales et le rôle des Points de Contacts Nationaux (PCN). Il a ensuite détaillé quelques études de cas concrètes illustrant comment une variété de conflits pouvait être résolu au travers des PCN. Il a alors souligné les conséquences sur des activités commerciales et organisations de ne pas parvenir à fournir des mesures résolutive appropriées. Enfin, Mme. Lilian Tseng d'ASICS Corporation, a présenté un aperçu de leur système de résolution des plaintes et partagé les processus en place et difficultés qu'ils rencontrent dans l'application du mécanisme.



Mme. Miho Okada de CRT Japan

Thème 3 : Rapports entre Investisseurs et, Affaires et les Droits de l'Homme (CHRB) : comprendre les principes d'évaluation d'entreprises

Cette session a fait part des grands principes d'évaluation d'entreprises et discuté des actions à mettre en œuvre. M. Saul Takahashi du Business and Human Rights Resource Centre a présenté un aperçu du Corporate Human Rights Benchmark (CHRB). Il a alors rappelé que les droits de l'homme n'étaient pas que l'affaire des ONG, mais aussi de groupes plus larges, tels que les investisseurs institutionnels et autres organismes d'investissements. Il a ensuite décrit le CHRB comme une initiative de la part des investisseurs et autres initiatives globales en CSR pour créer un environnement compétitif positif. Sous une forme de classement, il encourage les entreprises à performer, offrant une récompense au leader. Mme. Emi Matsukawa de Quick Corp. a souligné que la croissance des investissements dits « Environnement, Social, et Gouvernance » offrait l'opportunité pour les entreprises d'approfondir leurs connaissances et réviser leurs pratiques. Enfin, M. Hiroshi Ishida de CRT Japan a déclaré que le CHRB évaluait les performances en matière de droits de l'homme des 500 premières entreprises mondiales cotées, notamment sur leurs politiques de développement des droits de l'homme et processus de décision dans les activités liées aux droits de l'homme, puis leur assignait un score. Il a également précisé que l'étendue de l'évaluation serait augmentée dans l'année à venir, notant que l'évaluation du CHRB contenait déjà des questions relatives aux procédures de diligence raisonnable, de mécanisme de résolution des plaintes, et qu'à ce titre les entreprises devraient améliorer leur performance dans ces domaines.



La discussion était active



Les intervenants ont partagé leur savoir sur les investissements responsables

Thème 4: Evénements Sportifs Extraordinaires: Faire des Jeux de Tokyo 2020 un succès

Cette session a orienté les discussions vers les moyens autour de la construction d'une chaîne logistique responsable et d'un mécanisme de résolution de plaintes pour les Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo. Mme. Lucy Amis de l'Institute for Human Rights and Business a identifié de potentiels menaces aux droits de l'homme pouvant se produire en 2020, telles que le « Technical Intern Training Program », ou la discrimination de race, de genre, d'orientation sexuelle. M. Keiji Inoue du Tokyo



M. Keiji Inoue du TOCOG

Organising Committee of the Olympic and Paralympic Games (TOCOG) a ensuite présenté un aperçu du Tokyo Olympic and Paralympic Games Sustainability Plan, visant à répondre aux problématiques précitées. Il a confié que le TOCOG préparait la certification ISO 20121 grâce au développement d'un code d'approvisionnement durable et d'un mécanisme de résolution de plaintes. M. Apolinar Z. Tolentino. Jr de Building and Wood Workers International a spécifié les risques potentiels sur les conditions de travail, à savoir la santé & sécurité, la précarité des salariés, le droit aux employés migrants de se syndiquer, mais aussi la conformité avec le code d'approvisionnement durable appliqué par le TOCOG et le développement d'un mécanisme de résolution de plaintes. Pour finir, M. Hideki Nawata du Ministry of Health, Labor and Welfare a présenté les activités du Council for Occupational Safety and Health on the Facility Construction Work. Il a alors expliqué que l'identification des causes d'accidents au travail, l'investissement dans la santé, sécurité et diversité, ainsi que la publication d'informations contribuaient à prévenir les risques d'accidents sur le lieu de travail. Finalement, M. Hiroki Ishida de CRT Japan a souligné que les acteurs liés aux Jeux Olympique de Tokyo en 2020 doivent être conscient du besoin d'aller au-delà de la simple conformité et de régler les problèmes relatifs à la main d'œuvre soigneusement.

Discours de fermeture

Dr. Roel Nieuwenkamp a rappelé que les pratiques des entreprises Japonaises seraient minutieusement examinées par un large groupe de parties prenantes, tel que des investisseurs, ONG, syndicats, à l'approche des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo. Comme souligné dans les Principes Directeurs des Nation Unies et Principes Directeurs pour les Entreprises Multinationales de l'OECD, les entreprises devraient pratiquer le *Kaizen*, terme Japonais désignant l'amélioration continue, en identifiant, évaluant, prévenant, et atténuant les risques liés aux activités au travers de la chaîne d'approvisionnement.



Discours de fermeture par Dr. Nieuwenkamp

M. Hiroshi Ishida de CRT Japan a résumé les points discutés comme suit : résoudre les problèmes de droits de l'homme devrait être effectué globalement de manière optimum ; un large panel de parties prenantes devrait être impliqué dans la résolution des problèmes ; la transparence dans la publication d'informations devrait être améliorée tout en préservant sa légitimité. Il a précisé que le contenu de ces discussions serait partagé dans une conférence sur les Evénements Sportifs Extraordinaires et les Droits de l'Homme à Washington D.C. en Octobre, ainsi qu'au Forum on Business and Human Rights à Genève en Novembre. Enfin, il a déclaré que CRT Japan se focaliserait sur les activités suivantes dans l'année à venir : Programme d'Engagement des Parties Prenantes au Japon, Thaïlande, Malaisie ; service aux entreprises dans l'évaluation de leurs impacts sur les droits de l'homme ; diffusion et implémentation du CHRB ; focus sur l'huile de palme, et développement d'un mécanisme de remédiation. Il a finalement précisé que la conférence en 2017 se tiendrait du 11 au 15 Septembre.

Liste des orateurs

- **Lucy Amis**
Chercheuse (Evénements Sportifs Extraordinaires), Institute for Human Rights and Business
- **Prof. dr. Roel Nieuwenkamp**
Président, OECD Working Party on Responsible Business Conduct
- **Cathrine Bloch Poulsen-Hansen**
Responsible Corporate Engagement Programme, The Danish Institute for Human Rights
- **Sara Blackwell**
Coordinatrice Legal & Policy, Frameworks Program, International Corporate Accountability Roundtable
- **Thomas Thomas**
Directeur Général, ASEAN CSR Network
- **Apolinar Z. Tolentino.Jr**
Représentant Régional en Asie-Pacifique, Building and Wood Workers International
- **Dr. Puvan J Selvanathan**
Directeur Général, Blunumber Foundation
- **Sung In Marshall**
Consultante Experte, Verisk Maplecroft
- **Jonathan Ivelaw-Chapman**
Directeur Général, Sedex
- **Dan Murray**
Responsable du service Membership Development & Marketing, Sedex
- **Dr. Kevin Franklin**
Vice-Président Principal, ELEVATE
- **Patrick McKeller**
Vice-Président, Improvement Services, ELEVATE
- **Ikuho Miyazawa**
Politologue, Programme Management Office, Institute for Global Environmental Strategies
- **Toshihiko Hoshino**
Expert Principal, CSR Group, Corporate Planning Div. FUJIFILM Holdings Corporation
- **Shinichiro Uryu**
Responsable Corporate Social Responsibility Group, Corporate Communication Department, Business Strategy Office, Mitsubishi Heavy Industries, Ltd.
- **Hideki Wakabayashi**
Directeur Exécutif, Amnesty International Japan
- **Youzou Nakao**
Directeur Général Adjoint, Global Communications Dept., Ajinomoto Co., Inc.
- **Chikako Miyata**
Directeur Supérieur, Corporate Brand & CSR, ANA Holdings Inc.
- **Saul Takahashi**
Chercheur et Représentant Japon, Corée & Iles Pacifiques, Business and Human Rights Resource Centre
- **Hideki Tanaka**
Cadre Supérieur, Vice-Président Principal, Achat, Global, Kao Corporation
- **Lillian Tseng**
Responsable Global legal & Compliance Division, CSR Sustainability Department, ASICS Corporation
- **Emi Matsukawa**
Principal, ESG Research Center, QUICK Corp.
- **Keiji Inoue**
Directeur Exécutif Opérationnel, Tokyo Organising Committee of the Olympic and Paralympic Games
- **Apolinar Z. Tolentino.Jr**
Représentant Régional pour l'Asie-Pacifique, Building and Wood Workers International
- **Hideki Nawata**
Directeur, Construction Safety Office, Industrial Safety and Health Department, Ministry of Health, Labour and Welfare
- **Hiroshi Ishida**
Directeur Exécutif, Caux Round Table Japan
- **Miho Okada**
Directrice, Caux Round Table Japan
- **Minoru Matsuzaki**
Caux Round Table Japan, Nippon CSR Consortium